

REVUE  
HISTORIQUE  
DES  
ARMÉES

## Revue historique des armées

273 | 2014  
Les coalitions

---

# Les attachés militaires français au Japon et la collecte de renseignement durant les années 1930

*French military attachés in Japan and intelligence gathering during the 1930s*

**Jonathan Bertout**

Traducteur : Robert A. Doughy

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/7904>  
ISSN : 1965-0779

### Éditeur

Service historique de la Défense

### Édition imprimée

Pagination : 83-94  
ISSN : 0035-3299

### Référence électronique

Jonathan Bertout, « Les attachés militaires français au Japon », *Revue historique des armées* [En ligne], 273 | 2014, mis en ligne le 10 mai 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7904>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

---

# Les attachés militaires français au Japon

et la collecte de renseignement durant les années 1930

*French military attachés in Japan and intelligence gathering during the 1930s*

**Jonathan Bertout**

Traduction : Robert A. Doughy

---

- 1 La correspondance des attachés militaires est aujourd'hui une source incontournable pour les historiens des relations internationales contemporaines. Elle témoigne de leur activité dans les postes diplomatiques et met en lumière leurs observations sur les pays où ils se trouvent affectés. Si certains fonds ont été largement exploités, en particulier les archives des attachés militaires français en Europe pour l'entre-deux-guerres, d'autres aires géographiques demeurent plus méconnues. C'est le cas notamment des archives des missions militaires françaises en Extrême-Orient. Cette région ne constituait pas une priorité de la politique extérieure française et les moyens dévolus par Paris aux représentations diplomatiques et militaires étaient moindres en comparaison des autres grandes puissances. Les attachés militaires, tout comme les ambassadeurs, devaient alors résoudre une équation simple : comment faire entendre la voix de la France auprès de leurs interlocuteurs alors que celle-ci leur semblait parfois à eux-mêmes si lointaine.
- 2 Le cas du Japon illustre bien les difficultés que pouvaient rencontrer les officiers français affectés en Extrême-Orient. Le manque d'appui de Paris et la légèreté avec laquelle étaient parfois suivies les relations militaires avec le Japon s'ajoutaient à la faiblesse du soutien matériel. Les effectifs du poste sont en effet toujours restés très modestes alors que dans le même temps les États-Unis et la Grande-Bretagne, très préoccupés par la montée en puissance navale du Japon, entretenaient chacun un puissant réseau de renseignement dans la région.
- 3 L'attaché militaire français était, pour sa part, rarement en mesure de consacrer la totalité de son temps à son activité prioritaire : la collecte de renseignement. Le quotidien administratif d'un chef de poste, le suivi des missions militaires d'aéronautique et l'appui

des entreprises françaises intéressées par ce secteur d'activité absorbaient la plus grande partie de son temps. Il devait également faire oublier à ses interlocuteurs japonais que la position politique et la présence économique de la France au Japon étaient loin d'être aussi assurées que celles de ses concurrents directs. Comment les attachés militaires français ont-ils donc conduit leur mission dans ces conditions difficiles, au sein d'un pays devenu progressivement un adversaire potentiel pour les puissances occidentales ?

## Des conditions de collecte de renseignement difficiles

- 4 En l'absence d'un adjoint chargé spécifiquement de cette tâche, la collecte de renseignement conduite par l'attaché militaire s'appuyait presque exclusivement sur des sources ouvertes. À son examen passait l'ensemble des publications et brochures publiées susceptibles de lui apporter des éléments, ainsi que la presse japonaise et étrangère de langue anglaise. Ces sources offraient un aperçu des tendances politiques de l'armée impériale mais donnaient finalement peu d'informations sur les événements de nature militaire ou l'organisation de l'armée elle-même. Certains attachés militaires avaient pris l'habitude de faire traduire des articles de la Pravda, qui contenaient parfois des indications chiffrées sur la présence militaire japonaise en Mandchourie ou sur ses heurts réguliers avec l'armée rouge le long de la frontière russo-mandchoue durant tout l'entre-deux-guerres.
- 5 Le rapport des officiers français stagiaires dans les régiments était l'une des sources principales de renseignement sur l'organisation de l'armée japonaise. Par ce biais, les attachés militaires espéraient obtenir des indications sur l'état d'esprit de ses cadres et sur la préparation de l'infanterie. Malheureusement, la collecte n'était pas toujours fructueuse, du fait des mesures de protection du secret excessivement rigoureuses imposées par l'armée japonaise. Le stagiaire finissait toujours par se heurter à des clauses spéciales dans sa recherche d'information, visant à dissimuler l'organisation en temps de guerre et même les effectifs en temps de paix. La communication des cartes des régions où étaient stationnés les régiments japonais était le plus souvent réservée, et les officiers stagiaires se voyaient interdire de prendre des photographies. Ils n'avaient pas non plus le droit d'observer des manoeuvres de niveau division contre division. Dans ces conditions, une sortie en canot le long de la côte était jugée suspecte et considérée comme une tentative d'espionnage de la part de la police japonaise.
- 6 Le passage par l'École de guerre impériale, qui devait marquer l'une des trois années passées par l'officier stagiaire dans l'armée japonaise, était tout aussi décevant de ce point de vue. Mast notait dans son rapport de stage<sup>1</sup> qu'entre janvier et juillet 1929, 36 % des cours d'état-major étaient interdits aux étrangers. L'accès aux cours d'état-major incluant des kriegspiel ou faisant intervenir la tactique navale était quant à lui totalement réservé. L'armée japonaise se donnait pour ligne de conduite absolue de ne rien dévoiler de la composition de ses unités, de ses effectifs, des caractéristiques de ses matériels et des stocks de munitions<sup>2</sup>. Mast notait même qu'il s'était vu refuser l'accès à un cours sur l'histoire de la guerre en Mandchourie, au prétexte qu'y étaient développées des formules stratégiques que les Japonais considéraient comme applicables à une prochaine guerre. Les élèves japonais avaient également pour consigne de ne pas sympathiser avec leurs camarades étrangers. Un officier était spécialement désigné pour cela et l'état-major impérial considérait qu'il n'était pas nécessaire d'encourager les contacts entre stagiaires

étrangers et élèves japonais. Cette attitude contrastait dans le même temps avec l'accueil très libéral réservé aux officiers japonais dans l'armée française.

- 7 La fréquentation des cours d'état-major permettait en revanche de relever quelques traits caractéristiques du corps des officiers qui allaient former le futur haut commandement de l'armée impériale. Leur dévouement à l'empereur était l'un des plus notables. Contrairement au reste de la population japonaise, les officiers de l'armée étaient amenés à côtoyer physiquement ce personnage, qui prenait part à tous les événements et cérémonies qui les concernaient et entretenait avec eux une relation proche. Pour le reste, Mast, futur attaché militaire, portait un jugement sévère sur les cadres de l'armée japonaise. Leur formation tactique était très largement insuffisante et les officiers ne connaissaient pratiquement pas les armes autres que celle dont ils étaient issus. L'École de guerre impériale n'était tout simplement pas un « foyer de pensée », ce qu'elle aurait du être. La seule source de progrès possible pour l'armée japonaise restait l'observation de l'étranger, mais la confiance démesurée que le haut commandement japonais avait en lui-même limitait les bénéfices qui pouvaient en être tirés. L'attaché militaire Thiébaud<sup>3</sup> résume très bien une situation qui, en 1939, n'a guère évolué depuis les analyses précédentes de Mast : « L'armée japonaise est très puissante d'un point de vue strictement militaire et matériel. Toutefois, elle meurt d'orgueil et estime n'avoir rien à apprendre. Les observateurs qu'ils envoient à l'étranger n'y vont pas pour apprendre mais pour espionner »<sup>4</sup>.

## Une armée japonaise mourant d'orgueil

- 8 Contrairement à une idée généralement reçue à l'époque dans les états-majors occidentaux, Mast estimait que le point faible de la doctrine de combat de l'armée japonaise n'était pas sa méconnaissance de l'utilisation du feu, car les enseignements de la Première Guerre mondiale avaient été bien assimilés. Il pensait plutôt que sa faiblesse structurelle venait de l'incapacité du commandement supérieur à combiner les feux d'artillerie et les mouvements d'infanterie. Il partageait d'ailleurs cette opinion avec le lieutenant-colonel Ott, attaché militaire allemand et également officier d'artillerie de son état<sup>5</sup>.
- 9 Il faut dire que de manière générale, la suspicion à l'égard des officiers formés dans les écoles de guerre occidentales avait entraîné un appauvrissement tactique, aggravé par les habitudes prises lors des guerres coloniales comme celle qui était menée en Mandchourie. Les cours d'histoire militaire donnaient une bonne idée de ces faiblesses. L'étude des grandes campagnes de l'histoire se limitait à une énumération de faits et à une profusion de détails, tellement nombreux qu'il devenait impossible d'en tirer une synthèse et d'établir des comparaisons entre les différentes manoeuvres. Au lieu de dégager les grands principes de l'art de la guerre, l'armée japonaise n'enseignait donc à ses officiers que des recettes, des formules mises en schéma qui trahissaient un manque général d'imagination.
- 10 Pour l'instruction des troupes, il était largement fait appel à l'émulation par le biais de concours. La doctrine de combat de l'infanterie était entièrement tournée vers l'offensive, les manoeuvres se terminant invariablement par un assaut à la baïonnette. Le rapport du capitaine Fleurant, stagiaire du 1<sup>er</sup> juin 1935 au 1<sup>er</sup> février 1936 au 61<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Wakayama, signalait la valeur individuelle du soldat, la force de caractère des officiers, mais aussi les déformations apportées à la doctrine de combat de

l'infanterie : mauvaise coordination avec les feux d'artillerie, progression trop rapide, ou encore formations d'assaut trop denses et mouvements enveloppants exécutés sans liaison avec le corps principal.

- 11 Cette armée japonaise pouvait-elle constituer une menace pour la France à l'époque ? Depuis 1934, Mast envoyait régulièrement des rapports sur les réorganisations successives qui l'avaient touché et qui l'inquiétaient suffisamment pour qu'il envisageât toutes les éventualités auxquelles les troupes françaises d'Indochine devaient se préparer<sup>6</sup>. Trois années plus tard, il estimait que le haut commandement japonais avait finalement échoué à obtenir l'outil de combat moderne qu'il souhaitait. L'armée japonaise n'était pas capable de tenir un front continu contre une armée européenne bien équipée et bien commandée. Le heurt sanglant du Nomohan en 1939, nouvel incident frontalier qui prit des allures de guerre non déclarée avec l'armée rouge d'Extrême-Orient, mit en évidence les limites de l'armée impériale face à un adversaire bien organisé<sup>7</sup>. Malgré cela, elle restait une force largement supérieure aux troupes occidentales présentes dans la région, et elle pouvait compenser ses faiblesses par sa supériorité numérique et la proximité de ses bases.

## Les signes de la radicalisation politique de l'armée japonaise

- 12 Les attachés français cherchaient aussi à connaître les tendances politiques qui la traversaient. Ils relevèrent par exemple les signes de sa radicalisation au cours des années 1930. Mast notait ainsi en 1934<sup>8</sup> que la marine et l'armée impériale étaient aux mains d'un petit nombre d'exaltés qui imposaient leur ligne tandis que les grands chefs suivaient l'orientation générale sans protester. Le programme d'action de ces officiers, dont les plus actifs oeuvraient dans l'armée du Kwantung<sup>9</sup>, était alors bien connu. Ils auraient voulu que le pays adoptât une politique pan asiatique qui se serait appuyée sur un renforcement de l'armée et de la marine. La Mandchourie deviendrait une colonie de peuplement agraire et le glacis protecteur de la Corée, à partir de laquelle il serait possible de pénétrer le marché chinois. Doctrine qui, au goût de Mast, paraît « nettement socialiste au point de vue intérieur et farouchement impérialiste en ce qui concerne les buts extérieurs »<sup>10</sup>.
- 13 L'armée du Kwantung avait obtenu un régime d'exception qui lui permettait d'assumer au Manchukuo les fonctions régaliennes tout en s'impliquant dans l'organisation économique et l'exploitation des ressources naturelles du pays. Plus généralement, l'état-major de l'armée avait tendance à vouloir conduire la politique extérieure du pays vis-à-vis de la Chine et de l'Union Soviétique.
- 14 Devant cette dispersion des efforts, Mast et Thiébaud jugeaient que l'armée japonaise dans son ensemble avait fini par perdre de vue sa mission essentielle de force armée. De plus, l'épuration effectuée parmi les grands chefs après la rébellion du 26 février 1936 l'avait privée d'un nombre important d'officiers de valeur. Devant cette désorganisation, une résistance contre une agression en Indochine pouvait même être envisageable à terme, avec l'appui du Royaume-Uni, des Pays-Bas ou des États-Unis.
- 15 Au-delà de l'activisme et du factionnalisme qui y régnaient, l'armée japonaise ne présentait pas un visage uniforme. Une coupure semblait se dessiner entre les quelques officiers envoyés comme attachés militaires ou stagiaires en Europe et les officiers

oeuvrant en Extrême-Orient, particulièrement en Mandchourie. Les premiers, qui avaient reçu une formation dans une école de guerre occidentale, avaient généralement une bonne connaissance des systèmes militaires étrangers et un minimum de pratique des usages diplomatiques. En revanche, les officiers de l'armée du Kwantung étaient très souvent issus des couches populaires et très marqués idéologiquement. Ils se livraient à un puissant activisme en plaçant le haut commandement japonais et les milieux dirigeants autour de l'Empereur devant le fait accompli à la suite d'opérations militaires et de coups de force dont ils prenaient l'initiative. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici le déroulement des événements de Mandchourie en 1931, désormais bien connu.

- 16 L'impulsion était donnée par de jeunes officiers de l'armée du Kwantung et finissait souvent par être revendiquée comme une sorte de « volonté collective » lorsque que les officiers supérieurs de grade moyen, lieutenants-colonels et colonels essentiellement, la reprenaient à leur compte. L'analyse de la situation générale par Thiébaud montre que la situation n'avait guère évolué en 1939, malgré l'épuration consécutive au coup d'État avorté trois ans plus tôt : « On peut se demander comment les autorités japonaises concilient l'indépendance de certains militaires avec la notion de discipline... dans chaque état-major, un bureau spécial est chargé de la politique générale. Les chefs de ces bureaux, après avoir reçu des directives très générales de leur supérieur hiérarchique jouissent d'une liberté à peu près entière dans la conduite de leur travail<sup>11</sup> ».
- 17 Enfin, quelle impression l'idéologie passiste et nostalgique des valeurs du Bushidô, dont on disait les soldats japonais pénétrés, donna-t-elle aux attachés militaires français ? Dans une correspondance de 1937, Mast profita de l'occasion que lui présentait la rédaction de son rapport pour tordre le cou au mythe du samouraï dans l'armée impériale, qui était selon lui une légende propagée par des romanciers mal payés ou inconscients. Les valeurs de loyauté et de bravoure avaient fini par acquérir un sens déformé chez certains jeunes officiers, et il y avait, comme dans toutes les armées, une égale proportion de lâches et de courageux. La troupe japonaise ne semblait pas particulièrement passionnée par le folklore passiste et lui paraissait dans son ensemble plutôt passive que disciplinée. Mast finissait par penser que sans ses cadres, elle ne valait pas grand-chose. Pour être plus mesuré, on pourrait dire qu'il s'agissait d'une armée médiocre disposant d'un matériel honnête mais mal utilisé.

## Les échanges de renseignement avec l'armée japonaise

- 18 Pour compléter leurs analyses tirées du dépouillement de la documentation ouverte et des rapports de stage, les attachés militaires suivaient les manœuvres de l'armée impériale à l'invitation de son état-major. Ils effectuaient aussi des voyages d'études comme le lieutenant-colonel Mast qui se rendit à Formose en novembre 1936 pour y observer l'état de la colonisation japonaise. Mais il arriva parfois qu'ils puissent, par leurs qualités et leur entregent, ou le plus souvent par un intérêt mutuel et calculé, s'engager dans des échanges de renseignement avec leurs homologues japonais.
- 19 À partir du début des années 1930, le haut commandement japonais montra de plus en plus d'agressivité au cours des heurts réguliers qui opposaient l'armée du Kwantung et l'armée rouge d'Extrême-Orient, de part et d'autre de la frontière russo-mandchoue. C'est à ce moment qu'il ressentit probablement le besoin de renforcer son dispositif de

renseignements visant l'URSS, qui était pour lui l'ennemi principal qu'il serait amené à affronter au cours d'une guerre prochaine. Les services de renseignement militaire et diplomatique japonais trouvaient des bases d'observation privilégiées en Allemagne, en Pologne, en Turquie ou encore dans les pays baltes, d'où ils cherchaient à obtenir des renseignements sur le dispositif de l'armée rouge en Europe en se liant avec les services de renseignement locaux.

- 20 Dans ces circonstances, l'état-major japonais était sensible à l'intérêt des informations qu'il pouvait tirer des attachés militaires étrangers, ce qui fut notamment le cas de l'attaché militaire français. Un échange régulier de renseignements débuta au début de l'année 1932. Les bonnes relations qu'il s'était ménagées au sein de l'état-major japonais permirent à l'attaché militaire Baron d'obtenir l'ordre de bataille soviétique en Extrême-Orient qu'il traduisit pour l'état-major français<sup>12</sup>. Peu de temps après, l'officier français obtint une communication sur l'activité de renseignement menée par le Japon en Turquie<sup>13</sup>. Ce dernier pays était alors, avec la Pologne, une base stratégique pour le renseignement japonais ciblant l'Union soviétique. Plus généralement, le Levant et l'Europe orientale offraient des points d'observation privilégiés pour observer l'organisation de l'armée rouge. Le recoupement de ces diverses sources permettait d'évaluer les troupes qui seraient susceptibles d'être envoyées en renfort en Extrême-Orient en cas d'un conflit russo-japonais. Le rapport transmis par les Japonais à l'attaché militaire Baron signalait par ailleurs les progrès de la pénétration soviétique en Turquie. Ainsi, lors de sa visite à Moscou au début de l'année 1932, le président du Conseil turc Ismet Pacha aurait entamé des négociations avec les autorités soviétiques pour évoquer les bases d'une assistance militaire entre les deux pays. Les renseignements fournis par les Japonais donnaient donc un aperçu, soit de l'organisation militaire soviétique en Europe, soit des troupes soviétiques présentes en Extrême-Orient. Dans les deux cas, ces renseignements enrichissaient les estimations des réserves militaires susceptibles d'être envoyées soit sur la frontière soviéto-mandchoue, soit en Russie européenne. La correspondance de l'attaché militaire ne dit rien en revanche sur les informations qu'il aurait pu fournir aux Japonais à titre d'échange.
- 21 L'attaché militaire français semblait bénéficier d'un traitement de faveur auprès de l'état-major japonais, mais cette situation ne dura guère. En effet, les Japonais rompirent toutes leurs relations avec les attachés militaires étrangers quelques mois plus tard et nommèrent un officier affecté au cabinet du ministère des affaires étrangères, qui devait être l'interlocuteur unique pour toutes les questions relatives à l'échange de renseignements. Cette mesure lui permettait de contrôler de manière plus rigoureuse les renseignements donnés aux attachés militaires étrangers. Il était donc plus difficile d'exploiter les liens personnels noués avec d'autres officiers, qui pouvaient, des lors, hésiter à s'ouvrir à leurs collègues étrangers. Le nouvel attaché militaire Mast, arrivé à Tôkyô en 1933, constatait ces difficultés : « l'état-major japonais manifeste depuis plusieurs mois une répugnance très nette à communiquer sur l'armée allemande (...). De nombreuses ouvertures faites par moi pour inciter le 2<sup>e</sup> bureau japonais à échanger des renseignements sur l'activité industrielle allemande sont restées sans résultats. Enfin, la demande actuelle se heurte à une fin de non-recevoir »<sup>14</sup>. Mast cherchait naturellement à pousser plus loin les avantages obtenus par son prédécesseur, en élargissant à l'Allemagne le champ des cibles de ces échanges. Malheureusement pour lui, il semble que les Japonais n'étaient pas désireux de se lancer dans une coopération plus approfondie car leur priorité restait l'armée rouge.

- 22 Malgré cette divergence dans le choix des cibles, ces échanges se poursuivirent assez régulièrement jusqu'en 1934. L'attaché militaire Mast put ainsi obtenir un rapport complet sur l'industrie aéronautique en URSS et la répartition de ses écoles d'aviation, l'ordre de bataille de l'armée rouge en Extrême-Orient<sup>15</sup> en novembre 1933, un rapport sur le matériel de guerre allemand fabriqué en URSS, ainsi qu'un autre sur la situation des armées communistes en Chine. Toutefois, les mesures de défiance adoptées à l'encontre des attachés militaires étrangers déplaisaient fortement à Mast qui demanda à sa hiérarchie de réagir à ces complications en réduisant les facilités accordées à l'attaché militaire japonais à Paris.
- 23 La rencontre Barthou-Litvinov du 18 mai 1934 et la signature du pacte franco-soviétique de mai 1935 furent très mal accueillies à Tôkyô et portèrent un coup décisif au canal d'échange que l'attaché militaire français avait réussi à ouvrir avec les Japonais : « L'échange de renseignements s'est effectué normalement jusqu'en janvier 1934. Depuis, l'état-major japonais est devenu méfiant à notre égard en raison du « flirt » franco-soviétique, les Japonais craignant de notre part une retransmission aux Russes des renseignements qu'ils nous fournissent »<sup>16</sup>. Outre le profond dépit qu'il avait éprouvé en voyant la France ratifier le pacte franco-soviétique, Tôkyô pensait en effet que cet accord, en renforçant la sécurité des Soviétiques en Europe, permettait mécaniquement à ces derniers d'accroître leurs moyens militaires en Extrême-Orient.
- 24 A l'été 1934, le voyage que fit Mast en Mandchourie fut mal accueilli par les autorités japonaises, ce qui acheva de convaincre l'attaché militaire de la fin des bons échanges franco-japonais. Le régime de faveur qui était le sien appartenait donc au passé. Il fallait s'attendre à être traité sur le même pied que les Russes et ne pas espérer que l'armée japonaise réponde favorablement à des demandes d'échanges ou de visites. L'attaché militaire ne se résigna pourtant pas à ce traitement et demanda à sa hiérarchie d'adopter la même attitude avec l'attaché militaire japonais en France, en rappelant que « seule une très grande fermeté maintiendrait aux yeux des chefs militaires japonais notre double prestige de grande armée européenne et de vainqueurs de la dernière guerre »<sup>17</sup>.

## La France, cible des échanges germano-nippons

- 25 Dans le même temps, le Japon se rapprochait de l'Allemagne et signa avec elle le pacte Antikomintern le 25 novembre 1936. En réalité, le rapprochement germano-nippon était pressenti depuis le début de l'année. Par un télégramme du 8 janvier 1936, Mast avait signalé l'existence probable d'un système d'échange de renseignements et de vues entre les états-majors des deux pays. À ce stade, ces échanges ne paraissaient pas encore très importants. Le colonel Ott, homologue allemand avec lequel Mast entretenait d'excellentes relations, avouait à l'attaché français qu'il ne bénéficiait pas d'un régime de faveur pour ses visites aux unités et ne possédait pas de plus amples renseignements que lui-même sur la situation de l'armée japonaise<sup>18</sup>. Pour Mast, les relations entre les deux états-majors étaient limitées à des échanges de renseignement sur l'armée soviétique. L'entente du Japon et de l'Allemagne, quoique désirée et voulue par nombre de gens influents au sein de l'armée japonaise n'avait sans doute pas encore cause gagnée au début de l'année 1936.
- 26 Pourtant, assez rapidement, l'attaché militaire remarqua que les deux états-majors renforçaient leurs liens, notamment au détriment de la France. Il est vrai que l'entrée de



trois généraux à la germanophilie marquée dans l'état-major impérial, suite à la rébellion militaire du 26 février 1936 n'était pas de nature à améliorer son image auprès de l'armée impériale. L'attaché français affirmait quelques semaines après cet événement qu'il fallait probablement s'attendre à ce que l'état-major japonais transmette aux Allemands un certain nombre d'informations sensibles sur l'organisation et les installations militaires françaises, glanées par les officiers japonais stagiaires en France :

- 27 « Le Japon et l'Allemagne échangeaient des renseignements sur l'armée rouge mais aussi sur les questions militaires françaises, ce qu'un officier japonais laisse entendre sous l'effet de boissons abondantes. Il faut reconnaître que l'activité des officiers japonais en France recèle un danger d'espionnage au profit de l'Allemagne et il suffit de se rappeler le grand nombre d'officiers nippons qui circulent dans notre pays, visitent nos usines, nos établissements militaires et nos corps de troupes, commettant parfois de véritables indiscretions pour mesurer le risque que nous courrons (...) »<sup>19</sup>.
- 28 Dans un rapport du 25 novembre 1936, analysant les conséquences de la signature du pacte de Berlin, Mast observait cette fois-ci avec plus d'inquiétude l'évolution de la politique extérieure japonaise et envisageait sérieusement que Tôkyô puisse se ranger dans le groupe des adversaires éventuels de la France<sup>20</sup>. Une année de rapprochement entre l'Allemagne et le Japon avait donc fini par se concrétiser par cette signature. L'attaché militaire fit remarquer que le haut commandement avait été en première ligne pour pousser le gouvernement à conclure le pacte avec l'Allemagne. Dans cette affaire, le Gaimusho [ministère japonais des affaires étrangères] s'était employé à limiter l'importance du pacte, en réduisant au maximum les engagements écrits et en orientant contre le Komintern, et non contre l'URSS, le front commun initialement prévu. La diplomatie japonaise s'était opposée aux vues des militaires et avait obtenu gain de cause. Bien que le pacte Antikomintern ne fut guère plus qu'une entente morale entre les états-majors nippons et allemands, l'insistance de l'état-major japonais à le doter d'engagements écrits était significative de son état d'esprit et de ses intentions de se rapprocher de l'armée allemande.
- 29 L'absence d'engagements écrits n'empêchait pas les deux états-majors de renforcer leurs échanges de renseignement sur l'armée rouge, et par la même occasion sur l'armée française. Une coopération technique entre les deux armées semblait également plausible : « Il est d'autre part certain que l'Allemagne facilitera le développement de la force militaire japonaise en mettant à disposition de l'état-major de Tokyo des techniciens, des prototypes de matériels nouveaux et l'outillage industriel nécessaire. »<sup>21</sup>
- 30 Hasard ou coïncidence, au cours de l'année 1938, le contre-espionnage français constata plusieurs actes d'espionnage avérés de la part d'officiers japonais, et prit des mesures pour les en empêcher. Un rapport de la section de centralisation des renseignements de la Sûreté indiquait au cours de l'été qu'il fallait craindre que « les Japonais ne se livrent pour le compte de l'Allemagne à des recherches de renseignements de toute nature sur le potentiel de guerre français... (...) ». Mais aussi qu'en cas de guerre avec l'Allemagne, « les Japonais ne se livrent sur place à un sabotage des lignes de force électriques »<sup>22</sup>. Si la dernière hypothèse du rapport de la SCR<sup>23</sup> semble relever du fantasme, une surveillance très serrée de l'attaché militaire japonais en France fut tout de même mise en place. Elle confirma l'intérêt de l'officier japonais pour le potentiel de guerre français, les réseaux de transport d'énergie électrique, les plans d'évacuation et les points vulnérables de Paris<sup>24</sup>. Au cours de cet été 1938, il tenta par exemple de se procurer cette dernière carte à cinq reprises auprès de différents organismes publics ou parapublics, sans succès. Les officiers

japonais affectés à Paris furent également suivis de manière plus rigoureuse dans leurs déplacements. Ce travail de filature et d'enquête permit de découvrir que les officiers ou agents japonais entretenaient des correspondances avec des Russes blancs en France et en Belgique, mais aussi avec un certain nombre de citoyens français, qui se retrouvèrent fichés par la SCR.

- 31 L'espionnage japonais en France au profit de l'Allemagne fut sans doute très limité. De toute façon, la conclusion, le 23 août 1939, du pacte de non-agression germano-soviétique bouleversait les cartes internationales. Le Japon accueillit très mal cette nouvelle qui, sans aller jusqu'à rompre l'entente nippo-allemande, en affaiblissait considérablement l'esprit, et donc l'intensité des échanges de renseignement. Au cours de l'année 1939, assez significativement, les attachés militaires allemands et italiens manifestèrent, à plusieurs reprises, leur mauvaise humeur de ne pas se voir mieux traiter que leurs autres collègues<sup>25</sup>.

## L'évaluation de la menace sur l'Indochine

- 32 Les attachés militaires ont-ils estimé que la politique expansionniste du Japon était de nature à mettre en péril les intérêts français en Indochine ? Deux points leur recommandaient la prudence dans l'analyse. Le premier était que l'armée japonaise ne cachait pas que son adversaire déclaré était, au moins jusqu'en 1939, l'armée rouge d'Extrême-Orient. Ce sont les difficultés rencontrées en Chine qui poussèrent l'état-major de l'armée japonaise à redéployer ses efforts en direction de la Chine. À ce moment, Tôkyô fit pression sur la France et l'accusa de fermer les yeux sur la contrebande d'armes à la frontière entre la Chine et le Tonkin. Néanmoins, Thiébaud estimait que le Japon, qui peinait déjà à réduire la résistance chinoise, se refuserait à envisager toute action contre l'Indochine tant que la France et la Grande-Bretagne ne se retrouveraient pas engagées toutes deux dans un conflit européen.
- 33 L'autre raison majeure qui conduisait à nuancer cette menace était la divergence de vues entre l'armée et la marine. L'armée impériale pesait de tout son poids pour mener une politique d'expansion continentale, tandis que la marine était favorable à une politique d'expansion dans les mers du Sud et vers l'Insulinde. Si des plans d'opérations contre l'Indochine existaient, leur exécution paraissait peu probable tant que les circonstances n'évoluaient pas, ou du moins tant qu'une direction claire des priorités stratégiques, acceptée par tous, ne serait pas dégagée.
- 34 Cela ne signifiait pas pour autant que l'armée japonaise ne s'intéressait pas à la colonie française et aux ressources stratégiques qu'elle pouvait offrir. Une affaire d'espionnage militaire en 1936<sup>26</sup> suscita par exemple les inquiétudes de l'état-major des troupes françaises en Indochine. Mast se vit alors demander par ce dernier, au début de l'année 1937, des renseignements opérationnels sur l'armée japonaise, afin de consacrer les exercices de défense prévus dans l'année à un « débarquement d'une puissance asiatique hostile<sup>27</sup> ».
- 35 En 1937, l'attaché militaire estimait qu'une action dans le secteur Indochine -Philippines - Malaisie - Indes néerlandaises ne pouvait être envisagée que si la marine impériale possédait dans les mers de Chine une supériorité sensible sur ses adversaires<sup>28</sup>. De cette manière, les Japonais n'auraient tenté une opération en Indochine qu'avec des moyens militaires suffisants pour être certains de réussir. En cas de difficultés de l'aviation

militaire japonaise, l'aéronavale pouvait la suppléer un temps et jouer un rôle important dans cette opération. Mast envisageait que l'opération militaire fut combinée avec une opération politique visant à fomenter, selon son expression, une « insurrection indigène ». Les Japonais pouvaient être tentés de répéter l'opération qu'ils avaient réussie avec Pu-Yi en Mandchourie, en misant sur le prince Cuong-De qu'ils protégeaient. Mast pensait que l'aide immédiate demandée aux Annamites aurait consisté en la destruction des cadres européens dans les corps de troupe, la démoralisation des unités indigènes, la destruction des voies ferrées sur certains points choisis, et l'espionnage au profit des Japonais<sup>29</sup>. Il fallait s'attendre en outre à une tentative d'encerclement de la part des Japonais qui débarqueraient des divisions en plusieurs points de la côte grâce à leur supériorité navale... On peut faire crédit à Mast d'avoir pressenti les grands axes de la stratégie japonaise dans les mers du sud, celle qui aboutira notamment à la victoire de Singapour sur les Anglais en 1942. La mise en place d'une telle stratégie n'était pas à la portée d'une puissance militaire moyenne. Voilà donc une analyse qui vient nuancer les propos tenus quelques années plus tôt par l'attaché militaire sur la faiblesse tactique de l'armée japonaise lorsqu'il n'était encore qu'un officier stagiaire.

36 Par la suite, Mast évoqua les mesures qui pouvaient être prises en profitant de l'engagement des troupes japonaises en Chine. Le Japon pouvait être contenu si les Hollandais, par exemple, se joignaient aux Franco-britanniques dans une action commune, avec le soutien américain qui prendrait éventuellement la forme d'un blocus. Un compte rendu de renseignement du 2 juin 1938, provenant de l'attaché naval à Londres fournit à Mast les chiffres des importations pétrolifères japonaises, qui s'élevaient à pas moins de 500 000 tonnes depuis le début de l'année 1938. Cela signifiait selon lui que le Japon était en train de se constituer des stocks de guerre. La menace d'une attaque japonaise sur l'Indochine était donc prise au sérieux par les attachés militaires à Tôkyô, ainsi que par le commandement des troupes coloniales en Indochine. Le général Bühner, commandant supérieur des troupes de l'Indochine se félicita, à l'automne 1937, d'avoir pu mettre à jour la documentation de son 2<sup>e</sup> bureau grâce à la documentation fournie par Mast<sup>30</sup>. Il estimait ainsi avoir pu étudier plusieurs hypothèses dans le cadre du plan de défense de l'Union indochinoise sur la base des informations fournies par la mission militaire à Tôkyô<sup>31</sup>. Cet exemple montre que l'absence de liaisons entre les différents SR en Extrême-Orient n'était pas une fatalité<sup>32</sup>.

37 Les attachés militaires français au Japon ont été à l'initiative de quelques succès dans l'échange de renseignements avec l'armée japonaise au début des années 1930. Cette situation dura quelques années et fut brutalement interrompue lorsque la France fit le choix de se rapprocher de l'Union Soviétique. Les attachés militaires connurent alors le sort de leurs collègues étrangers et durent se contenter des nouvelles de presse pour la collecte de renseignement. Dans l'ensemble, leurs analyses paraissent avoir été pertinentes et l'on peut faire crédit à deux d'entre eux, Mast et Thiébaud, d'avoir pressenti les intentions de l'armée japonaise dans les mers du sud. La mise sur pied, en 1937, d'un exercice de défense de l'Union indochinoise, sur la base de la documentation fournie par l'attaché militaire peut être considéré comme un succès des attachés français au Japon durant cette période, ce qui n'est pas mince au niveau d'officiers oeuvrant dans un environnement difficile et couvrant une région qui n'apparaissait pas comme une priorité de la politique extérieure française.

---

## NOTES

1. Service historique de la Défense (SHD), Vincennes. 7 N 3337. Rapport de stage du commandant Mast à l'École de Guerre, daté du 31 décembre 1929. Attaché militaire au Japon à l'EMA/2<sup>e</sup> bureau. Documentation.
2. À partir des années 1930, le haut commandement des troupes françaises de Chine put fournir plusieurs ordres de bataille des troupes japonaises présentes sur le continent, ce qui permettait de compenser en partie les conséquences de cette rétention d'information.
3. Thiébaut fut attaché militaire à Tôkyô de 1937 à 1940.
4. Rapport général de l'année 1939, par l'attaché militaire Thiébaut. Attaché militaire au Japon à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Rapports. SHD/Guerre, 7 N 3332.
5. SHD/Guerre, 7 N 3337. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Lettre du 12 novembre 1933 au sujet du rapport de stage du capitaine Moreau. Attaché militaire au Japon. Documentation.
6. SHD/Guerre, 7 N 3328. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Lettre du 27 février 1934 concernant les lignes générales de la réorganisation et la modernisation de l'armée japonaise entreprises depuis 1932. Attaché militaire au Japon. Rapports.
7. SHD/Guerre, 7 N 3328. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Lettre du 27 février 1934 concernant les lignes générales de la réorganisation et la modernisation de l'armée japonaise entreprises depuis 1932. Attaché militaire au Japon. Rapports.
8. SHD/Guerre, 7 N 3338. Mast au colonel Koeltz, le 11 octobre 1934. Correspondance de la Guerre avec l'attaché militaire au Japon : extraits de lettres des attachés militaires personnellement adressées au chef du 2<sup>e</sup> bureau. Attaché militaire au Japon. Documentation.
9. Nom usuel de l'armée japonaise en Mandchourie.
10. SHD/Guerre, 7 N 3337, *idem*.
11. SHD/Guerre, 7 N 3332. Thiébaut à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Rapport d'ensemble pour l'année 1939. Attaché militaire au Japon. Rapports.
12. SHD/Guerre, 7 N 3324. Baron à EMA/2<sup>e</sup> bureau, correspondance du 25 avril 1932. Attaché militaire au Japon. Rapports.
13. *idem*, correspondance du 27 mai 1932.
14. SHD/Guerre, 7 N 3325. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau, correspondance du 21 décembre 1933. Attaché militaire au Japon. Rapports. L'attaché militaire évoque ici une demande concernant la remise en copie d'un rapport de stage d'officiers japonais en Allemagne.
15. *idem*
16. SHD/Guerre, 7 N 2509. Synthèse de renseignement du 8 septembre 1934 sur le Japon. Fiches hebdomadaires de renseignements sur les armées étrangères. EMA/2<sup>e</sup> bureau, section des armées étrangères.
17. *Idem*.
18. SHD/Guerre, 7 N 3329. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Note secrète du 2 mars 1936, sur la situation des relations du Japon avec l'Allemagne et la France. Attaché militaire au Japon. Rapports.
19. *Idem*.
20. SHD/Guerre, 7 N 3328. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Note secrète du 25 novembre 1936.
21. *Idem*
22. SHD/Guerre, fonds Moscou, 7 NN 2248. Surveillance de l'attaché militaire japonais, note de la SCR du 20 mai 1938.
23. La section de centralisation du renseignement, rattachée au 2<sup>e</sup> bureau, est chargée du contre-espionnage.

24. Surveillance de l'attaché militaire japonais, note de la SCR du 20 août 1938. *Idem*.
25. SHD/Guerre, 7 N 3332. Thiébaud à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Correspondance du 4 juin 1939. Attaché militaire au Japon.
26. Un officier japonais, le capitaine Endo Etsu, fut expulsé d'Indochine après avoir été convaincu d'espionnage par la Sûreté. Ce capitaine avait pris un grand nombre de clichés d'ouvrages d'arts. L'examen des documents en sa possession révéla ses liens avec le colonel Osuda, attaché militaire japonais à Canton, qui dirigeait le renseignement japonais en Chine du sud et en Indochine. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Correspondance du 19 novembre 1936, au sujet de l'affaire Endo Etsu. Attaché militaire au Japon. Documentation. SHD/ Guerre, 7 N 3334.
27. SHD/Guerre, 7 N 3334. Mast à EMA/2<sup>e</sup> bureau. Correspondance du 19 novembre 1936. Attaché militaire au Japon. Documentation.
28. *Idem*.
29. Les services de renseignement japonais s'étaient ainsi liés avec des responsables de la secte caodaïste qui jouissait d'une influence considérable au Vietnam.
30. SHD/Guerre, 7 N 3338. Lettre du général de division Bühner, commandant supérieur des troupes du groupe de l'Indochine, au ministre de la Défense nationale et de la Guerre, datée du 27 octobre 1937, au sujet du départ du colonel Mast. Attaché militaire au Japon. Documentation.
31. Le 22 septembre 1933, le président du Conseil Albert Sarraut prescrit aux attachés militaires de Tôkyô, Pékin et Bangkok de transmettre directement les renseignements intéressants au gouverneur général d'Indochine, de même qu'aux commandements supérieurs des troupes françaises à Tientsin et Shanghai. (Attaché militaire au Japon. Documentation. SHD/Guerre, 7 N 3338)
32. Les Colonies, la Marine, la Guerre et Intérieur avaient tous leurs propres moyens de renseignement dans les colonies. Un service de renseignement inter-colonial est mis tardivement sur pied en 1937. Voir à ce sujet Olivier Forcade, *La République secrète, histoire des services spéciaux français, 1919- 1939*, chapitre 8 : « Le renseignement impérial dans la Défense nationale », p 385-423., Paris, Nouveau Monde, 2008.
- 

## RÉSUMÉS

Cet article consacré à l'activité des attachés militaires français au Japon durant les années 1930 revient sur les difficultés rencontrées par ces derniers dans l'accomplissement de leur mission de renseignement. La faiblesse des moyens accordés au poste et le manque d'intérêt de Paris n'en étaient pas les seules raisons. La méfiance de l'armée japonaise envers les attachés militaires étrangers rendait le recueil de renseignement difficile, particulièrement sur l'appareil militaire japonais. En revanche, un échange de renseignement sur l'armée rouge a pu s'établir entre les attachés militaires français et l'état-major japonais entre 1932 et 1934. Le rapprochement franco-soviétique en 1935 et la signature du pacte Antikomintern ont porté un coup décisif à ces échanges. Par la suite, les attachés militaires français ont concentré leurs efforts sur l'analyse de l'expansionnisme japonais et l'évaluation des menaces pouvant peser sur l'Indochine.

This article on the activity of French military attachés in Japan during the 1930s revisits the difficulties encountered by them in the performance of their intelligence mission. The lack of resources allocated to the job and the lack of interest in Paris were not the only reasons. Distrust of the Japanese army toward foreign military attachés made intelligence gathering difficult,

especially on the Japanese military. However, an exchange of information on the Red Army had been established between the French and the Japanese military attachés Staff between 1932 and 1934. The Franco-Soviet rapprochement in 1935 and the signing of the Anti-Comintern Pact dealt a decisive blow to these exchanges. Subsequently, the French military attachés focused their efforts on the analysis of Japanese expansionism and the evaluation of potential threats to Indochina.

## INDEX

**Mots-clés :** Attaché militaire, Japon, André Mast, Mandchourie, Renseignement, Indochine

## AUTEURS

### JONATHAN BERTOUT

Diplômé en histoire des relations internationales à l'université Paris IV Sorbonne, il a soutenu en 2009 un mémoire de recherche de master II sur les attachés militaires au Japon durant l'entre-deux-guerres, sous la direction du professeur Olivier Forcade. Il est actuellement chef de la division des témoignages oraux au SHD.